



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - ZAC Nina Simone - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'opération Nina Simone est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain de Port Marianne. Les premières études engagées dans les années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil de Métropole du 19 juillet 2018.

L'agence d'architecture d'urbanisme Bruno FORTIER a été désignée comme architecte en chef et concepteur de ce projet.

L'aménagement de ce quartier a été confié à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2019, et le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021.

Ce projet se développe sur une superficie d'environ 8 hectares. Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme mixte comprenant environ 30 000 m² de surface de planchers d'activité, environ 400 logements, et des locaux pour services et commerces en pieds d'immeuble.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération Nina Simone pour l'exercice 2020 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2020, le cumul des dépenses réalisées, dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 80 000 € HT, consistant essentiellement en frais d'études, de rémunération du concessionnaire et frais divers. Le total des recettes perçues s'élève à 300 000 € HT, reçues en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 14 762 000 €, inchangé par rapport au bilan précédent. Les dépenses prévisionnelles incluent notamment 3 000 000 € d'acquisitions de réserves foncières auprès du concédant en 2022, 2023 et 2024.

Une participation du concédant de 2 169 000 € HT, versée entre 2020 et 2024 sera en partie couverte par le fonds de concours à percevoir par la collectivité de 1 668 000 € de la concession Hippocrate (en 2021 et 2022). Cette participation vise notamment la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavallade.

Enfin un avenant n°1 est aujourd'hui proposé tel qu'annexé à la présente délibération afin de rééchelonner une partie de la rémunération de l'aménageur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Nina Simone établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172364-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CRAC
- Bilan Nina Simone
- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.